

## Indicateurs mensuels de l'observatoire économique du CNAJMJ

Octobre 2016

### Evolution et impact économique et social des procédures collectives au troisième trimestre 2016

#### ⇒ Éléments clé

- **La baisse du nombre de procédures collectives et de leur impact économique et social s'accélère au T3 2016**
- **La baisse concerne toutes les tailles d'entreprises, mais est particulièrement significative pour les entreprises 11 à 50 salariés**

**Au troisième trimestre 2016 la baisse du nombre de procédures collectives constatée depuis le début de l'année s'est poursuivie et même amplifiée.** La baisse du nombre de RJ est de -10,6% par rapport au T3 2015 (3 479 procédures) et celle des LJ de -11,1% (8 123 procédures). Les sauvegardes connaissent une diminution encore plus marquée (-19,0%, soit 263 procédures).

**Cette tendance concerne toute les tailles d'entreprise, mais particulièrement les entreprises de taille moyenne.** Alors que le nombre de défaillances des entreprises de 0 à 2 salariés baisse de 8% au T2 2016, les entreprises de 3 à 10 salariés connaissent une baisse plus significative de leurs défaillances (-19%). **Le rythme de la baisse est encore plus important pour les entreprises** de 11 à 50 salariés (-19%), tandis que le nombre de défaillances pour les entreprises de plus de 50 salariés baisse de façon plus modérée (-5%). **Ces éléments tendent à confirmer la consolidation de la reprise constatée lors des trimestres précédents.**

**Cette baisse du nombre de procédures se traduit logiquement dans l'impact économique et social global des procédures collectives, en forte baisse sur un an.** Toutes les procédures voient ainsi leur nombre d'emplois concernés se réduire. Au troisième trimestre 2016 les entreprises en RJ représentaient 13 410 emplois (-12,6% par rapport au T3 2015), contre 24 260 emplois pour les entreprises en LJ (-12,5%) et 3 240 emplois pour les entreprises en sauvegarde (-16,8%). **Au total ce sont environ 41 000 emplois qui sont concernés par les procédures.**

**Un constat similaire peut être fait concernant l'impact des procédures sur l'activité.** La baisse globale du nombre de procédures s'est accompagnée d'une nette baisse chiffre d'affaires cumulé des entreprises en difficulté. Les entreprises entrant en RJ au deuxième trimestre 2014 représentaient 1,41 Mds d'euros (-11,6%), contre 1,01 Mds d'euros pour les entreprises en LJ (-10,1%) et 760 millions d'euros pour les entreprises en sauvegarde (-15,9%).

Ces évolutions s'accompagnent par ailleurs d'une légère amélioration **de la situation financière des entreprises entrant en RJ et en sauvegarde.** Ainsi les entreprises en RJ ont vu leur ratio passif évalué/actif évalué moyen passer de 7,7 à 7,0 entre le T3 2015 et le T3 2016. Les entreprises en sauvegarde quant à elles voient le même ratio rester passer de 5,8 à 5,1. **Ceci pourrait se traduire à terme par des issues positives plus fréquentes (plan de redressement ou de cession) pour ces procédures.**

## Annexes

<b>Procédures enregistrées au T3 2016</b>			
	<b>RJ</b>	<b>Sauvegardes</b>	<b>LJ</b>
<b>Nombre</b>	3 479	263	8 123
<b>Evolution vs. T3 2015</b>	-10,6%	-19,0%	-11,1%

<b>Emplois concernés par les procédures collectives au T3 2016</b>			
	<b>RJ</b>	<b>Sauvegardes</b>	<b>LJ</b>
<b>Nombre d'emplois</b>	13 410	3 240	24 260
<b>Evolution vs. T3 2015</b>	-12,6%	-16,8%	-12,5%

<b>Chiffre d'affaires cumulé des entreprises en procédure collective au T3 2016</b>			
	<b>RJ</b>	<b>Sauvegardes</b>	<b>LJ</b>
<b>Montant en millions d'euros</b>	1 620	860	1 010
<b>Evolution vs. T3 2015</b>	-11,6%	-15,9%	-10,1%

.

<b>A venir</b>
----------------

**Les prochaines publications mensuelles de l'observatoire économique porteront sur les indicateurs suivants :**

⇒ **Novembre 2016 (données du T3 2016)**

- Données d'actif et de passif globaux
- Données relatives à la situation financière des entreprises entrées en procédure
- Données relatives à la structure des créances

⇒ **Décembre 2016 (données du T3 2016)**

- Données relatives aux issues de procédures, pour les RJ et SV
- Données relatives à l'impact des procédures sur l'activité et l'emploi